



OTTAWA, Ont. [8 mars 2011] –Les producteurs, transformateurs et exportateurs de porc du Canada viennent d’envoyer une lettre ouverte au Premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, pour lui demander d’accélérer la conclusion et la mise en œuvre d’un accord de libre-échange avec la Corée.

« Nous ne pouvons plus attendre que des négociations visant la conclusion d’un accord complet, idéal et inatteignable sortent d’elles-mêmes de leur stagnation », signale Édouard Asnong, président de Canada Porc International, en commentant l’absence de pourparlers et de suivi avec la Corée depuis les deux dernières années. « Nous n’avons plus de temps pour les formalités. Notre troisième plus important marché est à risque. Il faut agir maintenant. »

« Les États-Unis estiment que l’accord de libre-échange qu’ils ont négocié avec la Corée du Sud est le plus important de ce genre depuis près de 20 ans », ajoute Martin Rice, directeur exécutif du Conseil canadien du porc. « Un tel accord avec la Corée n’est pas moins important pour le Canada. »

Par ailleurs, Jim Laws, directeur exécutif du Conseil des viandes du Canada, signale que d’autres pays ont négocié des ententes de libre-échange qui sont sur le point d’entrer en vigueur au détriment du Canada. « Le Chili s’est soudainement retrouvé le troisième fournisseur de porc en importance de la Corée, ce qui est une conséquence directe de la conclusion d’un accord de libre-échange entre les deux pays. Si le Chili possédait un cheptel plus important, sa contribution serait encore plus marquée. Et maintenant, des acheteurs de porc coréens signent des contrats avec des exportateurs américains en

prévision de l'accord qui sera conclu entre les deux pays. Les États-Unis s'attendent ainsi à multiplier par sept leur volume d'exportations en Corée. »

Les tarifs sur les importations de porc de ce pays dont le marché est très sensible aux prix se situent entre 22,5 % et 25 %. Ces tarifs seront graduellement éliminés sur 10 ans ou moins dans le cas des États-Unis (et de l'UE). À moins que le Canada ait accès à ces mêmes tarifs préférentiels, nous perdrons les 500 millions \$ de croissance de nos exportations prévue en Corée, de même que notre deuxième position au sein de ce qui représente notre troisième marché en importance. En 2008, la valeur de nos exportations en Corée dépassait les 138 millions de dollars et tout cela risque de n'être plus qu'un souvenir.

« Avec les retards et les complications associés au Cycle de Doha, poursuit Martin Rice, les négociations pour des accords de libre-échange semblent être devenues la seule démarche possible. Et c'est peut-être la réalité pour les prochaines années. Nous devons saisir toutes les occasions qui se présentent pour nous donner accès au plus grand nombre de marchés possibles et le plus rapidement possible. Par ailleurs, la structure du marché coréen évolue en raison d'une récente épidémie majeure de fièvre aphteuse et de la demande accrue de nourriture associée à la famine qui sévit en Corée du Nord. Nous ne pourrions pas être à la hauteur de nos concurrents avec les prix désavantageux qui seront les nôtres en l'absence d'accès dans un contexte de libre-échange. »

« Il est certain, précise M. Asnong, que normalement nous n'aurions pas sollicité la participation du Premier ministre Harper. Ces négociations ont commencé en 2004. Nous risquons de nous retrouver grands perdants simplement parce que d'autres ont négocié plus rapidement. Il est temps de compléter ces négociations. Par ailleurs, ajoute-t-il, les négociateurs canadiens sont très compétents et très motivés. Nous n'avons aucun problème avec eux. Les problèmes semblent plutôt de nature politique et liés au fait que le gouvernement tente de satisfaire tout le monde. »

« Les représentants de l'industrie porcine reconnaissent qu'il a été difficile de défendre les objectifs de certains intervenants canadiens dans le cadre de ces négociations complexes et prolongées », commente M. Laws. « Mais il y a sûrement un moyen d'y arriver. Le Mexique semble avoir trouvé la manière de s'entendre et de procéder sur les points moins litigieux en reportant les questions problématiques pour les soumettre à de futures consultations ».

« Il est inacceptable pour les producteurs et les transformateurs de porc canadiens, conclut M. Asnong, de demander au gouvernement de ne pas conclure d'accord de libre-échange avec la Corée jusqu'à ce que certains objectifs soient atteints ».

Pour plus d'information, communiquer avec les personnes suivantes :

Jacques Pomerleau
Président
Canada Porc International
613 236-9886, poste 240
pomerleau@canadapork.com

Gary Stordy
Directeur des relations publiques
Conseil canadien du porc
613 236-9239, poste 277
stordy@cpc-ccp.com

Jim Laws
Directeur exécutif
Conseil des viandes du
Canada
613 729-3911, poste 24
jiml@cmc-cvc.com

Peter Clark
Grey, Clark, Shih and Associates Limited
613 238-7743
jpclark@greyclark.com